



UN VERITABLE ACHARNEMENT CONTRE LA DGFIP

- 40 000 suppressions d'emplois en 20 ans
- 80 emplois supprimés dans notre département en 10 ans
- Nombre de nos missions de service public ont disparu ou sont menacées dans les années à venir .

C'est l'existence même de notre administration à réseau déconcentré qui est menacée par le gouvernement.

Alors que les collègues sont à nouveau en première ligne en ces premiers jours de janvier pour faire face au déploiement du PAS, nos services sont exsangues suite à toutes ces suppressions d'emplois.

Les agents des finances publiques n'ont plus les moyens suffisants pour répondre aux demandes des contribuables, alors que depuis plusieurs années, ils ne cessent de part leur exemplarité et parfois au prix de leur santé, de contribuer à la bonne marche des services. Aujourd'hui, ils sont écœurés, ils font ce qu'ils peuvent avec les moyens qu'ils leur restent.

Et ils apprennent que le gouvernement à travers notamment son programme « action publique 2022 » s'attaque à l'existence même de la DGFIP au travers de projets d'externalisation et de privatisation.

Quelques exemples : le prélèvement à la source, véritable privatisation du recouvrement qui va atomiser les structures actuelles de la DGFIP, la fin programmée de la mise à jour du plan cadastral par les géomètres, l'accès au fichier immobilier par les notaires, la menace sur la pérennité même de la mission publicité foncière ...

Notre administration étant au cœur de l'État, c'est tout le service public qui sera impacté, tout l'équilibre du territoire.

Les quelques 200€ promis par le ministre Darmanin ne suffiront pas à faire passer la pilule ! Sans parler des critères d'attribution particulièrement injustes et discriminants ! Est-ce à dire que les collègues ne participant pas directement à la mise en route du PAS, ne travaillent pas ?

Nous considérons, dans ces conditions que les 12 nouvelles suppressions d'emplois dans notre département pour 2019 sonnent comme une provocation faite aux personnels.

C'est pourquoi notre section syndicale Force Ouvrière s'est adressée aux maires de notre département pour les alerter sur l'ampleur des dégâts.

Pour la seule année 2019 il est prévu de supprimer 3 emplois à Briançon, un poste de catégorie B à Guillestre, la fermeture de la trésorerie de Serres, 8 emplois en moins à Gap. 5 emplois de la BDV05 seront transférés à la DIRCOFI (direction régionale) .

Dans ces conditions, pour défendre notre travail, notre emploi, pour assurer toutes nos missions au service des usagers, il ne nous reste qu'une solution : résister, revendiquer, reconquérir. En effet, il est temps de stopper toutes ces politiques qui détruisent le service public républicain.